

Guide de surveillance s'appliquant aux sociétés d'assurance-vie assujetties à la réglementation fédérale

Révision - Mars 1997 - Activités et coopération du BSIF et la SIAP

- Étape - Aucun problème/Activités normales
- Étape 1 - Pré-alerte
- Étape 2 - Viabilité financière ou solvabilité menacée
- Étape 3 - Viabilité financière future sérieusement compromise
- Étape 4 - Non-viabilité/insolvabilité imminente

Étape - <u>Aucun problème/Activités normales</u>		
<p>Activités de surveillance et de réglementation sur une base permanente s'appliquant à toutes les sociétés d'assurance-vie et d'assurances multirisques canadiennes et étrangères (les sociétés) assujetties à la réglementation fédérale, conformément au mandat du BSIF. En outre, le BSIF fait des recherches et des analyses sur les sujets de préoccupation et tendances de l'industrie.</p>		
ACTIVITÉS/INTERVENTION DU BSIF	COOPÉRATION ET COMMUNICATION ENTRE LE BSIF ET LA SIAP	ACTIVITÉS/INTERVENTION DE LA SIAP
<p>Constitution d'une nouvelle société canadienne et publication d'ordonnance de fonctionnement visant les sociétés canadiennes et étrangères :</p> <ul style="list-style-type: none"> • examen et évaluation de tous les documents et renseignements pertinents • recommandation au ministre. 	<p>Les dirigeants de la SIAP rencontrent les représentants du BSIF au moins une fois par trimestre pour discuter du cas de toutes les sociétés qui préoccupent la SIAP.</p> <p>Les préoccupations particulières sont soulignées et l'on discute des solutions envisagées et des échéanciers appropriés.</p> <p>Le surintendant rencontre les membres du Conseil d'administration de la SIAP au moins une</p>	<p>La SIAP examine les renseignements recueillis auprès de ses sociétés membres.</p>

	fois l'an.	
<p>Examen et évaluation d'une vaste gamme de demandes visant à obtenir les autorisations réglementaires exigés par les lois, y compris :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réorganisations de société • changements dans la propriété • acquisition d'une autre institution financière • transferts d'activités • changements dans les branches de risques portant garantie • retraits du marché des assurances canadien. <p>Suivi des activités des sociétés à l'aide de renseignements obtenus au moyen des formulaires de déclaration réglementaires, des rapports financiers et d'autres sources :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérifier la situation financière et le rendement d'exploitation • examiner la conformité aux exigences des lois et à d'autres exigences réglementaires. <p>Inspections périodiques sur place des sociétés conformément aux exigences des lois :</p> <ul style="list-style-type: none"> • informer la direction et le conseil • la direction doit fournir un exemplaire du rapport aux vérificateurs externes • les sociétés doivent s'attaquer aux questions soulevées • contrôle des mesures correctrices au besoin. <p>Informer le ministre de la situation des sociétés.</p>		

Étape 1 - Pré-alerte

Lacunes dans les politiques ou procédures, ou existence d'autres pratiques, conditions et circonstances susceptibles d'engendrer les problèmes décrits à l'étape 2. Situation à laquelle il est possible de remédier avant qu'elle ne se détériore et donne lieu aux problèmes visés à l'étape 2.

ACTIVITÉS/INTERVENTION DU BSIF	COOPÉRATION ET COMMUNICATION ENTRE LE BSIF ET LA SIAP	ACTIVITÉS/INTERVENTION DE LA SIAP TION
<p>La société ou son conseil d'administration est informé des préoccupations et est prié de prendre des mesures pour redresser la situation.</p> <p>Le suivi des mesures de redressement peut donner lieu à</p>	<p>CLes dirigeants de la SIAP rencontrent les représentants du BSIF au moins une fois par trimestre pour discuter de toutes les sociétés visées par l'étape 1 et des sociétés qui</p>	<p>La SIAP examine les renseignements recueillis auprès de ses sociétés membres.</p>

<p>des demandes de renseignements additionnels ou à des inspections de suivi.</p> <p>Le BSIF peut exiger que le vérificateur externe de la société élargisse la portée de l'inspection des états financiers de la société ou qu'il applique d'autres procédures et en rende compte dans un rapport. Le BSIF peut imputer le coût du travail du vérificateur externe à la société.</p> <p>Le BSIF peut exiger un examen externe des méthodes et hypothèses actuarielles de la société.</p>	<p>préoccupent la SIAP.</p> <p>Les préoccupations particulières sont soulignées et l'on discute des solutions envisagées et des échéanciers pertinents.</p> <p>Le surintendant rencontre les membres du Conseil d'administration de la SIAP au moins une fois l'an.</p>	
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

Étape 2 - Viabilité financière ou solvabilité menacée

Situations ou problèmes qui, bien que pas suffisamment graves pour compromettre immédiatement la viabilité financière ou la solvabilité, pourraient engendrer de graves problèmes si on ne s'y attaque pas sans tarder :

- préoccupations quant à la capacité d'une société de satisfaire en permanence aux exigences touchant les fonds propres et l'excédent ou touchant l'actif déposé au Canada;
- gains peu élevés, pertes d'exploitation ou détérioration de la rentabilité des activités de la société;
- préoccupations quant à la suffisance des provisions mathématiques;
- prise de risques excessifs liés aux opérations hors bilan;
- niveau peu élevé de liquidités disponibles ou mauvaise gestion des liquidités compte tenu de la situation de la société;
- gestion de qualité moins que satisfaisante ou lacunes des procédures de gestion ou du contrôle;
- autres préoccupations découlant de ce qui suit :
 - mauvaise situation financière ou difficultés du propriétaire;
 - non-conformité aux exigences de réglementation;
 - questions systémiques comme la concentration des risques et l'exposition des sinistres de grand ampleur;
 - croissance rapide;
 - déclassement par les agences de cotation;
 - rapport avec réserve du vérificateur externe ou de l'actuaire désigné;
 - exposition accrue au risque déterminée au moyen de l'EDS ou du plan

d'entreprise.		
ACTIVITÉS/INTERVENTION DU BSIF	COOPÉRATION ET COMMUNICATION ENTRE LE BSIF ET LA SIAP	ACTIVITÉS/INTERVENTION DE LA SIAP
<p>Les cadres supérieurs du BSIF rencontrent les dirigeants, l'actuaire désigné, les membres du conseil d'administration et le vérificateur externe de la société pour exposer les préoccupations et discuter de mesures de redressement. La société doit produire un plan d'entreprise qui satisfait le BSIF et fait état des mesures de redressement appropriées qui permettront de régler les problèmes dans un délai prescrit.</p> <p>Le suivi de la société est renforcé sur le plan de la fréquence des rapports et du niveau de détail des renseignements fournis.</p> <p>Le suivi des mesures de redressement est assuré au moyen d'exigences de rapport et d'inspections de suivi.</p> <p>La portée des inspections sur place peut être élargie ou leur fréquence peut être accrue.</p> <p>Le vérificateur externe ou un autre vérificateur ou un expert-conseil d'un cabinet désigné par le BSIF peut devoir procéder à une inspection particulière pour déterminer la pertinence des mesures appliquées par la société à l'égard de la sécurité des souscripteurs et des créanciers de</p>	<p>La direction de la SIAP rencontre les représentants du BSIF au moins une fois par trimestre pour discuter de façon détaillée de toutes les sociétés visés par l'étape 2.</p> <p>Le BSIF avise immédiatement la SIAP lorsqu'une société passe à l'étape 2.</p> <p>À la suite de la recommandation du surintendant, un comité présidé par le BSIF et composé de représentants du BSIF et de la SIAP peut être constitué. Ce comité discute des renseignements et des activités propres à une société et fait son possible pour coordonner, s'il y a lieu, des initiatives conjointes destinées à aider la société. Un comité distinct est créé pour chaque société.</p> <p>Le surintendant informe la direction, l'actuaire désigné le</p>	<p>La SIAP analyse en détail tous les renseignements publics pertinents et l'information recueillie en vertu de ces critères de prudence ou d'autres demandes de renseignements.</p> <p>Sous les auspices du comité, la SIAP peut demander au BSIF de lui fournir les renseignements clés suivants, et les analyser :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le plan d'entreprise de la société énonçant les mesures de redressement; b) l'examen dynamique de solvabilité et les rapports actuariels les plus récents; c) les rapports et résultats des inspections réglementaires et inspections spéciales du BSIF; d) le mandat confié au vérificateur, de même que la portée et les résultats de leurs travaux ; e) le mandat des actuaires, de même que la portée et les résultats de leurs travaux. <p>La SIAP peut embaucher des experts-conseils qui seront chargés d'effectuer une analyse détaillée des questions fondamentales. Le BSIF</p>

<p>la société, ou toute autre inspection devant être effectuée dans l'intérêt du public, et en rendre compte au BSIF. Ce dernier peut imputer le coût du travail du vérificateur ou l'expert-conseil à la société.</p> <p>L'actuaire désigné peut devoir calculer les provisions techniques à l'aide d'autres hypothèses ou méthodes actuarielles.</p> <p>L'actuaire externe peut devoir évaluer la suffisance des provisions mathématiques de la société.</p> <p>Le surintendant peut ordonner à la société de modifier ses hypothèses et méthodes actuarielles.</p> <p>Compte tenu des circonstances, des restrictions peuvent être imposées à la société par des engagements de sa part, par des restrictions visant son ordonnance de fonctionnement ou par la délivrance d'une ordonnance de conformité relativement à ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le versement de dividendes ou le paiement de frais de gestion • le niveau d'endettement • le rendement des produits de rente • les pouvoirs en matière de crédit ou d'investissement • les acquisitions d'affaires • le niveau des primes • d'autres restrictions adaptées aux 	<p>conseil d'administration et le vérificateur externe de la société au sujet de la constitution d'un comité (décrit ci-dessus).</p>	<p>considère ces experts-conseils comme des cadres supérieurs de la SIAP dans la mesure où sont appliqués des accords de confidentialité pertinents.</p> <p>La SIAP peut élaborer un plan d'urgence détaillé en vue d'une intervention rapide et de la restructuration des activités.</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

<p>circonstances</p> <p>La société est inscrite sur la «liste de surveillance», et la direction, l'actuaire désigné, le conseil d'administration et le vérificateur externe en sont officiellement informés.</p> <p>Au moins une fois par mois, le BSIF envoie une mise à jour de la «liste de surveillance» au Ministre; le document est abordé aux réunions tenues régulièrement avec ce dernier.</p> <p>La situation de la société est discutée avec les organismes provinciaux de réglementation des assurances et, le cas échéant, avec les organismes de réglementation étrangers.</p> <p>La situation de la société peut être abordée par le Comité de surveillance des institutions financières.</p> <p>Le BSIF amorce la planification des mesures d'urgence.</p>		
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

Étape 3 - Viabilité financière future sérieusement compromise

Les situations ou les problèmes décrits à l'étape 2 sont tels qu'ils compromettent réellement la viabilité financière future ou la solvabilité, à moins que des mesures de redressement efficaces ne soient prises rapidement.

ACTIVITÉS/INTERVENTION DU BSIF	COOPÉRATION ET COMMUNICATION ENTRE LE BSIF ET LA SIAP	ACTIVITÉS/INTERVENTION DE LA SIAP
<p>La direction, l'actuaire désigné, le conseil d'administration et le vérificateur externe de la société sont informés des problèmes.</p>	<p>Un comité présidé par le BSIF et composé de représentants de ce dernier et de la SIAP discute des</p>	<p>La SIAP élabore un plan de restructuration. Le BSIF demande au personnel de la société de participer à l'élaboration de ce plan.</p>

<p>La direction, l'actuaire désigné, le conseil d'administration et le vérificateur externe de la société sont informés des problèmes. (voir l'étape 4).</p> <p>Le suivi de la société peut être renforcé sur le plan de la fréquence des rapports et du degré de détail des renseignements fournis pour suivre de près l'évolution des mesures de redressement.</p> <p>Des inspections de suivi peuvent être effectuées au besoin.</p> <p>On peut effectuer des inspections élargies portant sur des préoccupations particulières, comme l'évaluation de l'actif ou des garanties de prêt, ou le calcul des provisions mathématiques. Ces inspections peuvent donner lieu à ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une augmentation marquée du prélèvement d'échantillons des dossiers de crédit; • un examen plus poussé des dossiers; • l'embauche de spécialistes ou de professionnels pour évaluer certaines questions comme la qualité des garanties de prêt, la valeur de l'actif, la suffisance des provisions mathématiques, etc. <p>Selon la situation, les inspecteurs du BSIF peuvent être détachés auprès de la société pour suivre</p>	<p>renseignements et activités touchant la société et fait son possible pour coordonner, s'il y a lieu, des initiatives conjointes destinées à aider la société.</p> <p>Le surintendant informe la direction, l'actuaire désigné, le conseil d'administration et le vérificateur externe de la société de la constitution d'un comité (décrit ci-dessus).</p>	<p>La SIAP fait une estimation de la protection qu'elle aurait à fournir et, dans le but de limiter les risques, peut s'engager financièrement à l'égard du plan de restructuration.</p> <p>La SIAP prépare un plan d'urgence détaillé pour gérer une liquidation et financer ses engagements.</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

en permanence la situation de celle-ci.

Une vérification spéciale par un vérificateur ou un expert-conseil autre que le vérificateur externe de la société peut être exigée si le BSIF est d'avis qu'elle s'impose. Le BSIF peut imputer le coût des travaux des vérificateurs ou des experts-conseils à la société.

Une évaluation spéciale de la suffisance, compte tenu des circonstances, des provisions mathématiques de la société par un actuaire externe ou indépendant peut être exigée.

Le surintendant peut ordonner à la société d'accroître ses fonds propres ou son actif au Canada.

Selon les circonstances, les restrictions relatives aux activités de la société peuvent être renforcées ou de nouvelles restrictions peuvent être imposées.

Selon les circonstances, des pressions peuvent être exercées sur la direction et le conseil d'administration pour restructurer la société ou tenter de trouver un éventuel acheteur valable.

Le BSIF établit un plan d'urgence pour être en mesure de prendre rapidement le contrôle de l'actif de la société si la situation le justifie.

Étape 4 - Non-viabilité/insolvabilité imminente

De graves difficultés financières aboutissant :

- à l'impossibilité, réelle ou imminente, de satisfaire aux exigences concernant les fonds propres et l'excédent, ou l'actif déposé au Canada, s'accompagnant de l'incapacité de redresser la situation en un court délai;
- à la réunion des conditions prescrites pour la prise de contrôle;
- à l'impossibilité d'élaborer et de mettre en oeuvre un plan d'entreprise acceptable, rendant ainsi l'un ou l'autre aboutissement précédent bientôt inévitable.

ACTIVITÉS/INTERVENTION DU BSIF	COOPÉRATION ET COMMUNICATION ENTRE LE BSIF ET LA SIAP	ACTIVITÉS/INTERVENTION DE LA SIAP
<p>Des pressions visant à redresser la situation sont exercées sur la direction et le conseil d'administration de la société au cours de fréquentes réunions avec les cadres supérieurs du BSIF.</p> <p>Le BSIF informe la direction et le conseil d'administration de la société des mesures d'intervention réglementaires qui seront prises si la situation n'est pas redressée rapidement.</p> <p>De nouvelles restrictions concernant les activités de la société peuvent être imposées ou les restrictions en vigueur peuvent être élargies.</p> <p>Le BSIF informe officiellement le Conseil d'administration de la SIAP de la situation, de même que des mesures d'intervention réglementaires proposées (les cadres supérieurs du BSIF rencontrent vraisemblablement les membres du Conseil d'administration de la SIAP pour</p>	<p>Le comité constitué à une étape antérieure poursuit ses travaux de surveillance et prépare la liquidation. Le BSIF discute avec la SIAP des étapes à respecter :</p> <p>(a) la prise de contrôle (de l'actif ou de la société);</p> <p>(b) des mesures à prendre pour une gestion intérimaire;</p> <p>(c) les préparatifs en vue de l'expiration de la période de contrôle en vue de la liquidation;</p> <p>(d) le choix d'un liquidateur ou la nomination d'un mandataire suppléant.</p> <p>Les représentants de la SIAP discutent avec ceux du BSIF de la</p>	<p>La SIAP obtient l'engagement du Conseil d'administration à fournir une protection en cas de liquidation.</p> <p>En prévision de l'émission de l'ordonnance de liquidation, la SIAP prépare une demande de cotisation pour amasser les fonds requis pour remplir ses engagements en matière de protection.</p> <p>Le cas échéant, la SIAP planifie, avec l'aide du liquidateur choisi, les travaux ordonnés de liquidation, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en préparant un manuel de clôture conçu pour faciliter le règlement des questions et les actions découlant directement de la liquidation; • en formant des agents d'information chargés de répondre aux demandes de renseignements du public; • en organisant le

<p>discuter de la situation).</p> <p>D'autres organismes de réglementation (provinciaux ou étrangers) sont avisés des mesures d'intervention réglementaires proposées.</p> <p>S'il existe des conditions réglementaires propices à la prise de contrôle de l'actif et si les circonstances sont telles qu'une menace imminente pèse sur la sécurité des souscripteurs et des créanciers, le BSIF peut prendre le contrôle de l'actif de la société pour une courte période.</p> <p>S'il existe des conditions réglementaires propices, comme l'impossibilité de se conformer à l'ordre d'accroître les fonds propres ou l'actif déposé au Canada, et sous réserve de démarches auprès du surintendant, le BSIF peut conserver le contrôle de l'actif ou prendre le contrôle de la société. Le Ministre ne peut annuler cette décision que pour des raisons d'intérêt public.</p> <p>Si la société satisfait à l'une ou l'autre condition la rendant admissible à la liquidation en vertu de la <i>Loi sur les liquidations</i>, elle peut elle-même solliciter une ordonnance de liquidation. Par ailleurs, le BSIF peut demander une telle ordonnance.</p>	<p>mise en oeuvre du plan d'urgence en cas de liquidation préparé à l'étape 3.</p>	<p>financement et en faisant rapport sur les dispositions prises pendant la liquidation;</p> <ul style="list-style-type: none"> • en élaborant des stratégies avec le liquidateur aux fins de l'exploitation de la société visée par l'ordonnance.
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------